

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 25 SEPTEMBRE 2023

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 19 septembre 2023, le Conseil municipal s'est réuni le Lundi 25 septembre 2023 à 19 h, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

PRESENTS = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Séverine DEBUS, Jean-Michel LEGRAND, Olivier ROBIN, Annie COLOMB, Radikah JUMMUN, Sylvie CHARDEYRON, Nathalie TISSOT, Eric TRINQUET, Nathalie ROMANET, Christophe BLANC, Bertrand BONNAMOUR.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Jean-Henri LAURENT donne pouvoir à Christophe BLANC,
Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE,
Suzy CASSAR donne pouvoir à Jean-Michel LEGRAND,
Brigitte LIMODIN donne pouvoir à Bertrand BONNAMOUR.

Absents non excusés :

Denis COLLET,
Mihrican AVCI,
Umus PERRONE,
Thomas GIRARD.

Haut-Bugey Agglomération poursuit son engagement dans la transformation numérique de son territoire en renouvelant la convention du dispositif des Conseillers Numériques. Cette initiative vise à accompagner les administrés dans leur appropriation du numérique au sein de leur communes grâce aux conseillers numériques.

Depuis sa mise en place initiale en 2022, le dispositif des Conseillers Numériques a rencontré un vif succès sur l'ensemble du territoire de Haut-Bugey Agglomération. Grâce à l'expertise et à l'engagement de ces conseillers, les habitants ont pu bénéficier d'un accompagnement personnalisé, développer des compétences digitales essentielles et accéder à l'autonomie numérique.

Il est proposé de reconduire le dispositif sur la période 2024 à 2026 et de signer une nouvelle convention partenariale.

La convention de renouvellement, prévoit une consolidation des actions entreprises et l'intégration de nouvelles initiatives pour répondre aux défis numériques émergents durant les 3 années à venir.

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

La convention a pour objet de fixer les modalités administratives, financières et techniques encadrant le renouvellement du dispositif des Conseillers Numériques sur le territoire de HBA avec les communes partenaires. Elle est prévue pour une durée de 3 ans, soit pour les années civiles 2024-2025 et 2026. Elle n'est pas reconductible.

Le financement du dispositif pour les trois prochaines années s'établit comme suit :

L'Etat financera 17 500€ par conseiller numérique la 1^{ère} année, puis 12 500€ les 2 années suivantes, à cela se rajoute une bonification de 2 500€ par agent et par an en cas de quartier politique de la ville ou zone de revitalisation rurale.

La proposition de fonctionnement est la suivante, sur la base de 4 conseillers sur 2024 et 2025 puis 3 conseillers en 2026 :

- 2024 : coût 140 000 €- Etat 80 000€ HBA : 27 645€ communes 32 355€
- 2025 : coût 140 000 €- Etat 60 000€ HBA : 47 645€ -communes 32 355€
- 2026 : coût 108 000 €- Etat 45 000€ HBA : 30 645 € - communes 32 355€

Ainsi le montant par communes est défini comme suit :

- Communes dont le nombre d'habitants (dernier recensement Insee) est inférieur à 300 : 250 € /an
- Communes comprenant entre 301 et 800 habitants : 350 €/an
- Communes de plus de 801 habitants : répartition du reste à financer au prorata du nombre d'habitants.

Pour la Commune de Nantua, le montant de la participation est fixé à 1595 € par an de 2024 à 2026.

Cela étant exposé, il sera demandé au Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE DE SES MEMBRES PRESENTS :

- **APPROUVE** la convention partenariale entre les communes et la communauté d'agglomération, pour le déploiement des conseillers numériques France- Services, telle qu'annexée à la présente délibération
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à la signer ainsi que tout acte s'y rattachant

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Sous-préfecture de Nantua le
Publication ou affichage le
Jean-Pascal THOMASSET
Maire de Nantua

Le Maire,
Jean-Pascal THOMASSET



Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

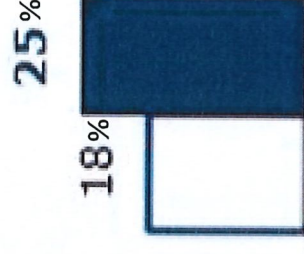


Bilan & Perspectives – Conseillers Numériques



Une fracture numérique toujours très présente

■ 2020 ■ 2022



Ne maîtrise pas
suffisamment les
outils
informatiques
pour pouvoir les
utiliser pleinement

De 2020 à 2022, augmentation des freins perçus
à l'utilisation des outils numériques

Source : les baromètres du numérique 2022

www.hautbugey-agglomeration.fr



Un démarrage **réussi**

Nombre de personnes accompagnées dans le Haut-Bugey :

- **1353 personnes**
- Pour un total de **6341 participations** (soit 22% du nombre d'accompagnements dans l'Ain)

Réussite facilitée par le **rôle actif joué par les communes** tant sur le volet financier que sur la communication ou la logistique.

Ce **projet collaboratif et solidaire** a permis de poser les fondements d'un **dispositif d'inclusion numérique intercommunal**.

Un dispositif répondant aux besoins des administrés

Une couverture presse valorisante et représentative de la satisfaction des usagers

20 articles dans les journaux

1 vidéo sur internet

Divers bulletins municipaux

Cinq conseillers numériques, *pour vous servir*

Ils s'appellent Radouane, Alexis, Patrice, Odile et Alexia. Tous sont formés et employés par l'agglo pour accompagner les personnes dans l'usage du numérique. « Pas que des anciens ! note Guillaume Rodde à la communication. On se rend compte qu'une fois sortis des réseaux sociaux, les jeunes n'ont pas forcément la maîtrise de l'outil. » Ainsi l'équipe œuvre-t-elle depuis le début d'année, lors d'ateliers et permanences, à la réduction de la fracture numérique. Et ce, auprès de tous les publics : de moins de 18 à plus de 70 ans. Un questionnaire préalable permet de situer le niveau de chacun, en termes d'équipement, d'accès au réseau et d'utilisation. Et de sonder les besoins : prise en main, navigation, envoi de mails, traitement de texte, achats en ligne, etc. L'objectif est de faciliter le recours aux nouvelles technologies dans un

contexte qui tend à systématiser les démarches en ligne. C'est une vraie source de difficulté pour ceux qui n'ont ni le matériel, ni le savoir-faire... L'écart s'est creusé notamment depuis la crise sanitaire, et au-delà de l'aide aux démarches administratives, qu'assurent les agents des Maisons France services, il faut s'atteler à l'usage même de la machine : ordinateur, tablette ou téléphone. À la mise en place du service, Haut-Bugey agglomération a baptisé 4500 personnes « évluées » du numérique - sans accès ni compétences -, soit 7% de sa population. Gageons que grâce à la pédagogie des conseillers, ils sont autant d'usagers en devenir. Les ateliers, par sessions de 2 h, prévoient le prêt de matériel à ceux qui n'en auraient pas. Pensez à réserver un créneau, le nombre de places est limité !

Marine Chevrel



Plus d'infos ?
<https://www.hautbugey-agglomeration.fr/vivre-habiter/accompagnement-a-la-personne/le-numerique-et-vous-des-conseillers-pour-vous-aider/>

Les usagers s'arrachent les places des ateliers numériques



Le numérique est partout, et ces 20 heures de formation dispensées par les conseillers numériques pour mieux maîtriser le numérique, c'est complet et il reste quelques places pour les prochains ateliers.

Les ateliers de conseil numériques, projet de l'Etat Haut-Bugey en partenariat avec le Centre Social et Culturel de Vaux-Bugey. Comme en de nombreux autres ateliers, les participants ont pu bénéficier de l'aide des conseillers numériques.

HAUT-BUGEY Les seniors aidés pour naviguer sur internet



Photo Progrès/Antoine DELSART



Les statistiques depuis 2022

Un démarrage réussi – **Secteur 1**



Alexis Chassaing

Zone Oyonnax / Arbent

Ateliers démarrés
en février 2022

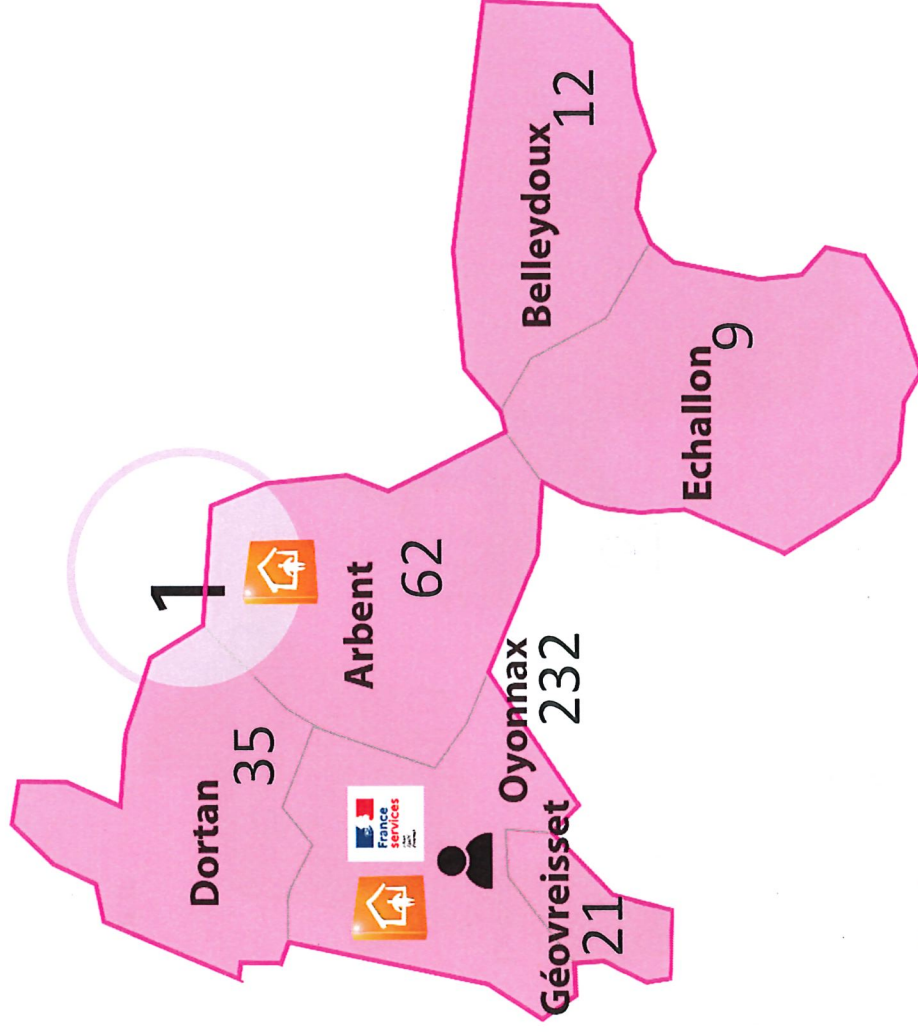
Nbr d'accompagnements

1806

(collectif – partenaires - individuel)

Personnes accompagnées

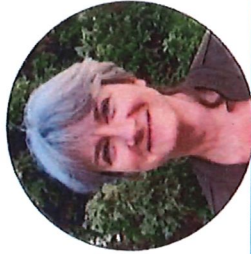
347





Les statistiques depuis 2022

Un démarrage réussi – **Secteur 2**



Odile Verdure

Zone Montréal / Nantua

Ateliers démarrés
en février 2022

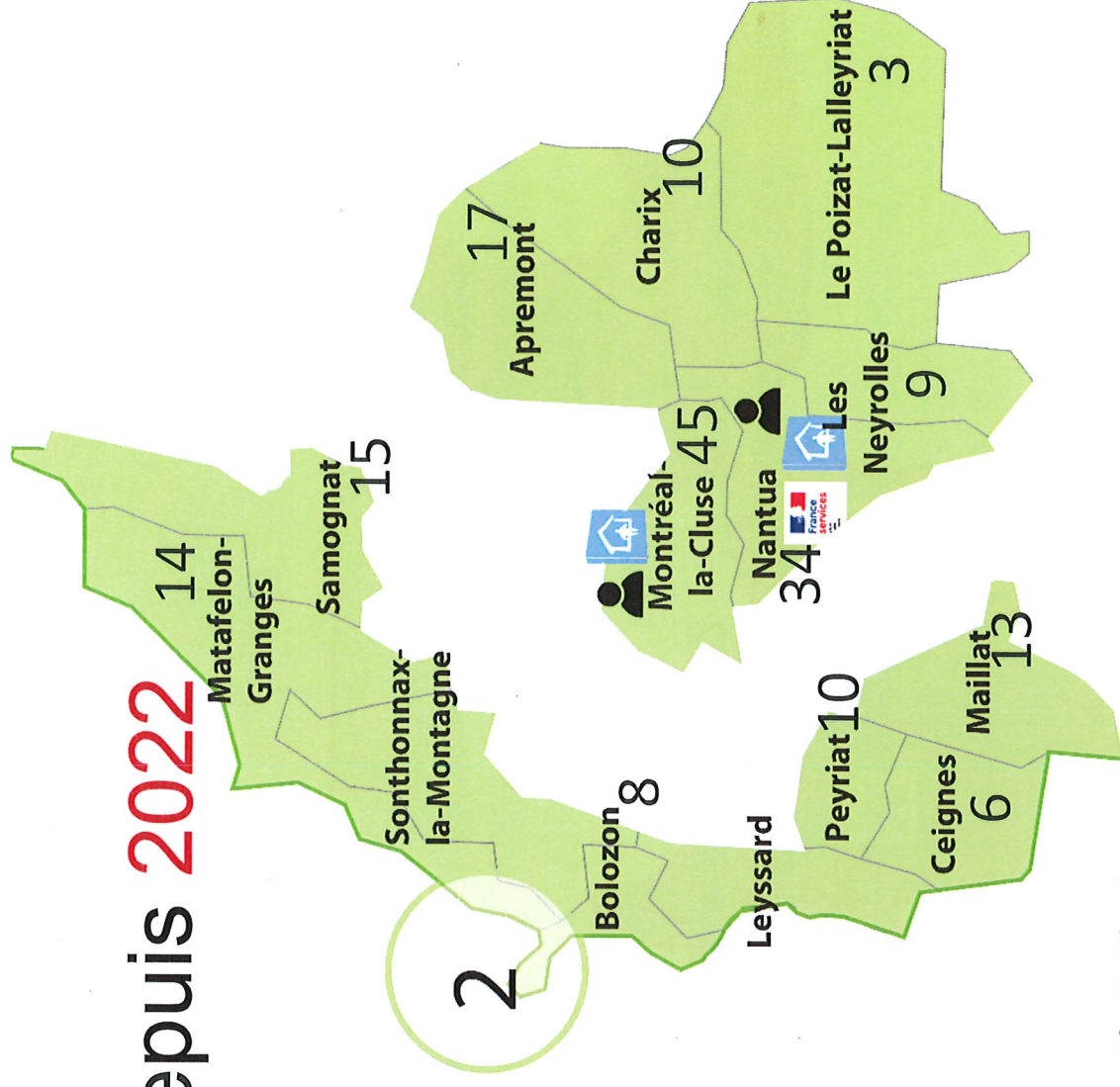
Nbr d'accompagnements

960

(individuel - collectif)

Personnes accompagnées

162





Les statistiques depuis 2022

Démarrage en cours – **Secteur 3**



Stéphane Bigalet

Zone **Izernore**

Prise de poste le

05/12/2022

En formation jusqu'à mai

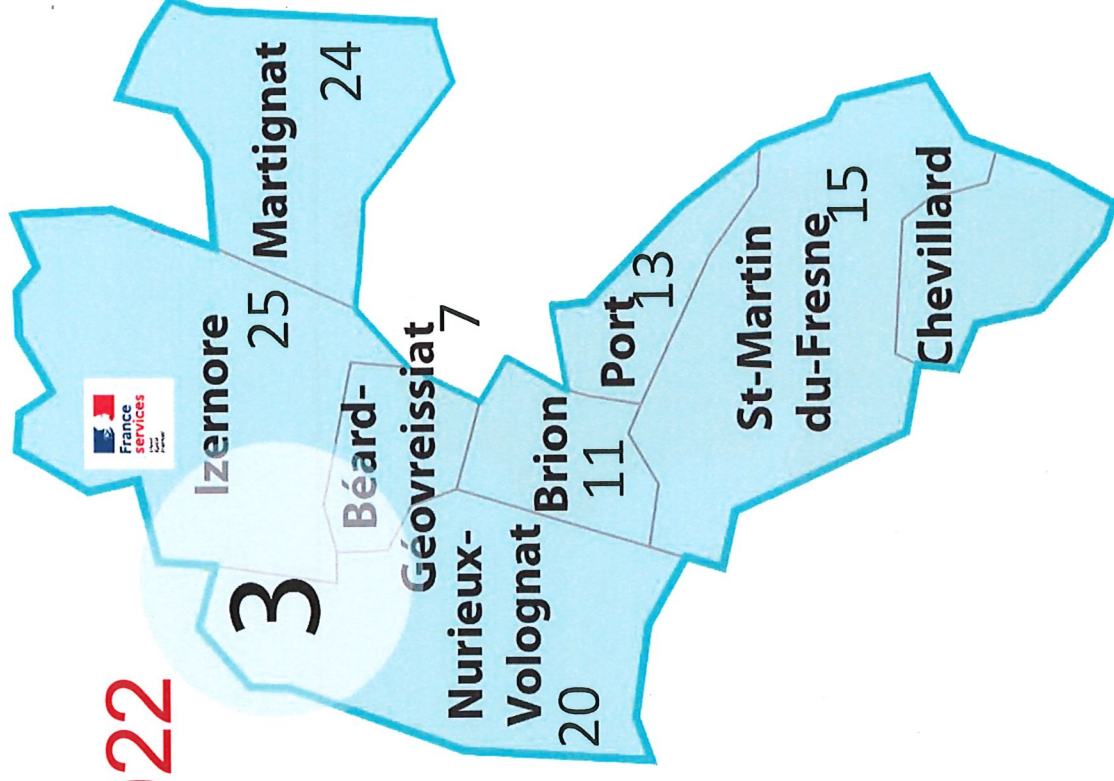
Nbr d'accompagnements

558*

(individuel)

Personnes accompagnées

124*



*Dont Radouane Ouasti (ancien CNFS)

96 personnes accompagnées pour 449 participations en 2022

www.hautbugey-agglomeration.fr



Les statistiques depuis 2022

Un démarrage réussi – **Secteur 4**



Patrice Tergny

Zone Plateau d'Hauteville

Ateliers démarrés
en février 2022

Nbr d'accompagnements

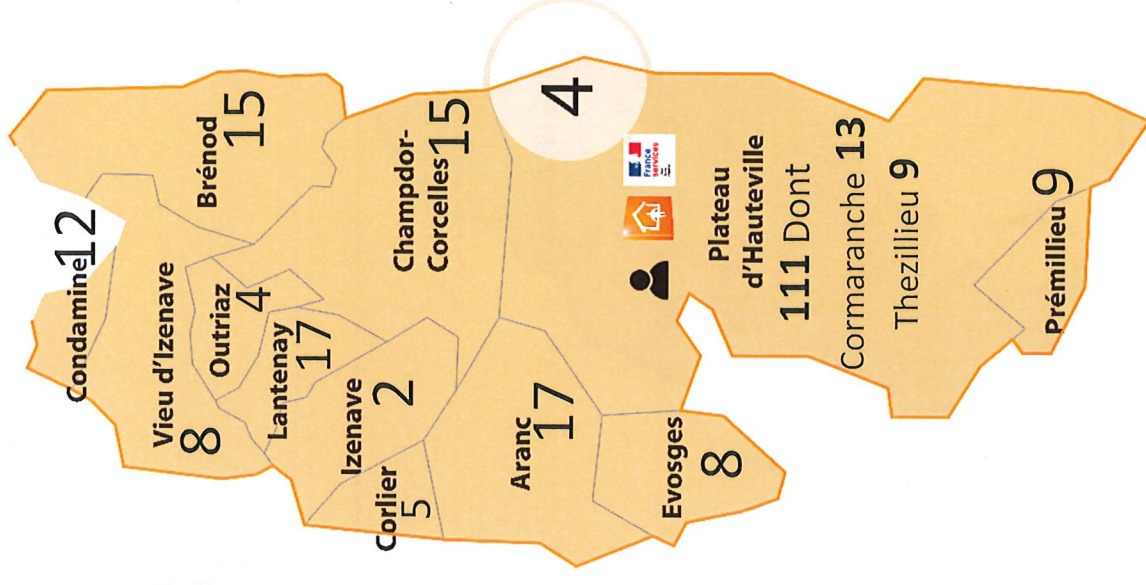
2349

(collectif - individuel - partenaires)

Personnes accompagnées

265

(+ 354 élèves lors d'évènements)





Les statistiques depuis 2022

Un démarrage réussi – **Secteur 5**



Elodie Piard

Zone Oyonnax / Bellignat

Prise de poste le
05/12/2022

Nbr d'accompagnements

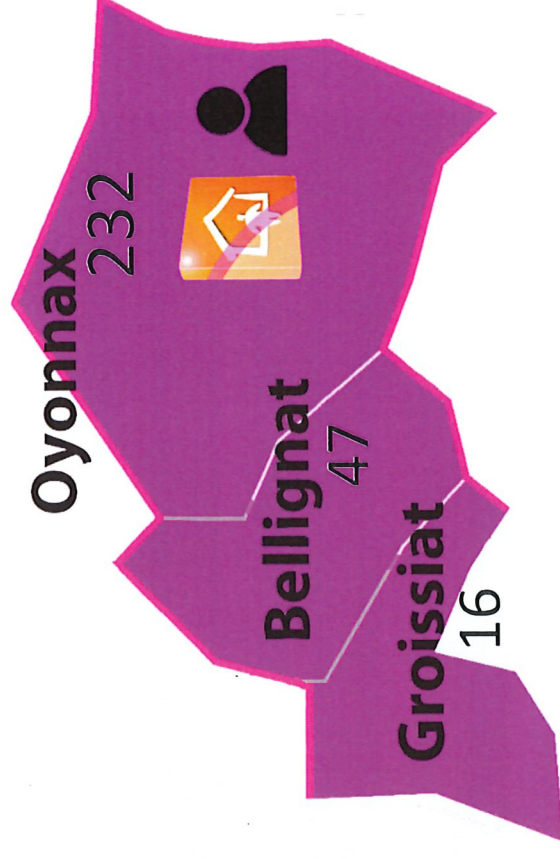
1402*

(dont 37 chez partenaires)

Personnes accompagnées

173*

(dont 44 chez partenaires)



*Dont Alexa Larbi (ancienne CNFS)

55 personnes accompagnées pour 316 participations en 2022



Les partenaires

Un maillage partenarial efficace

Synonyme de reconnaissance et de diversification des publics

Emploi – Insertion - Jeunesse

Mission Locale

Pôle Emploi

FSM01

Groupe Solid'AIRE

Manpower Izernore

Alpy'Interim

Education

Collège Jean-Rostand

MFR

Culture & Loisirs

Office du Tourisme

UFC

Nantua

Que-Choisir

Pôle du Commerce

Bibliothèque d'Oyonnax

Dortan

Médiathèque

Nantua

Social

Conseil Citoyen

d'Oyonnax

Centres Sociaux

& EVS

Centre Culturel

Aragon

Vis La Ville

ATELEC



La suite du dispositif



Rappel du **financement** du dispositif existant

Coût 2023
5 CNFS



Etat
125 000€
25 000€ par an et
par agent

HBA
20 000€

Communes
26 000€



Et après 2023 ?

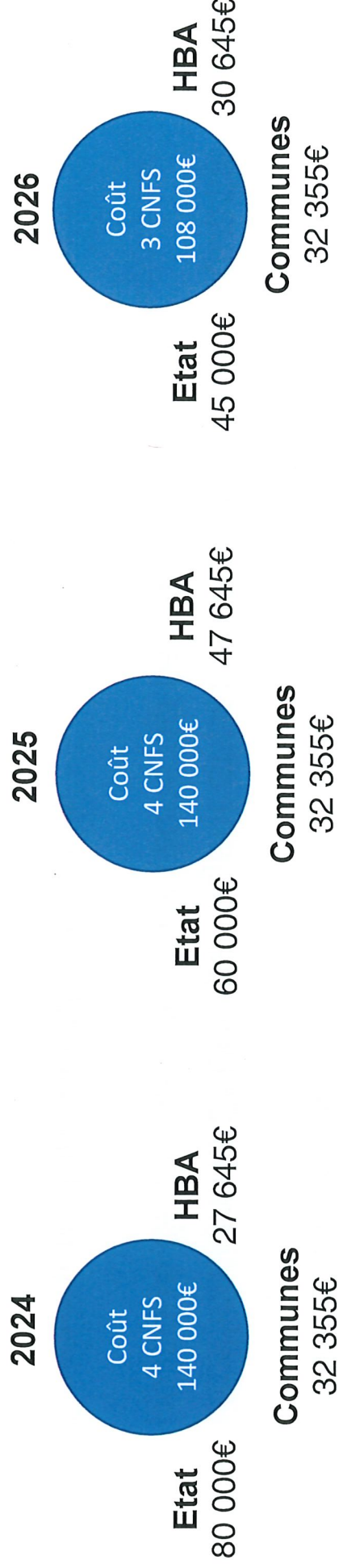
Proposition de l'Etat pour 2024-2026 :

- Financement de 17 500€ par agent la 1^{ère} année, 12 500€ les deux années suivantes
- Bonification de 2500€ par agent et par an en cas de QPV (quartier politique de la ville) ou ZRR (zone de revitalisation rurale)
- Engagement impératif sur 3 ans



Proposition de fonctionnement

- 4 conseillers sur 2024/2025,
- puis 3 en 2026





Répartition du coût résiduel par commune

Commune	Population	2023	4 conseillers		3 conseillers	
			2024	2025	2024	2026
Oyonnax	22 808	8 683 €	9 900 €	9 900 €	9 900 €	9 900 €
Plateau d'Hauteville	5 033	1 916 €	2 265 €	2 265 €	2 265 €	2 265 €
Bellignat	3 865	1 471 €	1 739 €	1 739 €	1 739 €	1 739 €
Nantua	3 544	1 349 €	1 595 €	1 595 €	1 595 €	1 595 €
Montréal-la-Cluse	3 490	1 329 €	1 571 €	1 571 €	1 571 €	1 571 €
Arbent	3 449	1 313 €	1 552 €	1 552 €	1 552 €	1 552 €
Izernore	2 316	882 €	1 042 €	1 042 €	1 042 €	1 042 €
Dortan	1 900	723 €	855 €	855 €	855 €	855 €
Martignat	1 711	651 €	770 €	770 €	770 €	770 €
Groissiat	1 286	490 €	579 €	579 €	579 €	579 €
Béard-Géovreissiat	1 092	416 €	491 €	491 €	491 €	491 €
Saint-Martin-du-Fresne	1 069	407 €	481 €	481 €	481 €	481 €
Nurieux-Volognat	1 050	400 €	473 €	473 €	473 €	473 €
Géovreisset	898	342 €	404 €	404 €	404 €	404 €
Port	863	329 €	388 €	388 €	388 €	388 €
Echallon	770	250 €	350 €	350 €	350 €	350 €
Le Poizat-Lalleyriat	744	250 €	350 €	350 €	350 €	350 €
Vieu-d'Izenave	730	250 €	350 €	350 €	350 €	350 €
Samognat	677	250 €	350 €	350 €	350 €	350 €
Maillat	662	250 €	350 €	350 €	350 €	350 €
Champdor-Corcelles	657	250 €	350 €	350 €	350 €	350 €
Les Neyrolles	657	250 €	350 €	350 €	350 €	350 €
Matafelon-Granges	649	250 €	350 €	350 €	350 €	350 €
Brion	538	250 €	350 €	350 €	350 €	350 €
Brénod	521	250 €	350 €	350 €	350 €	350 €
Condamine	450	250 €	350 €	350 €	350 €	350 €
Aprémont	384	250 €	350 €	350 €	350 €	350 €
Aranc	333	250 €	350 €	350 €	350 €	350 €
Belleydoux	320	250 €	350 €	350 €	350 €	350 €
Sonthonnax-la-Montagne	313	250 €	350 €	350 €	350 €	350 €
Charix	291	150 €	250 €	250 €	250 €	250 €
Lantenay	283	150 €	250 €	250 €	250 €	250 €
Celignes	267	150 €	250 €	250 €	250 €	250 €
Outriaz	265	150 €	250 €	250 €	250 €	250 €
Izenave	161	150 €	250 €	250 €	250 €	250 €
Leysard	161	150 €	250 €	250 €	250 €	250 €
Chevillard	158	150 €	250 €	250 €	250 €	250 €
Peyriat	156	150 €	250 €	250 €	250 €	250 €
Evosges	148	150 €	250 €	250 €	250 €	250 €
Corlier	117	150 €	250 €	250 €	250 €	250 €
Bolozon	92	150 €	250 €	250 €	250 €	250 €
Prémillieu	44	150 €	250 €	250 €	250 €	250 €
TOTAL	64 922	26 250 €	32 355 €	32 355 €	32 355 €	32 355 €

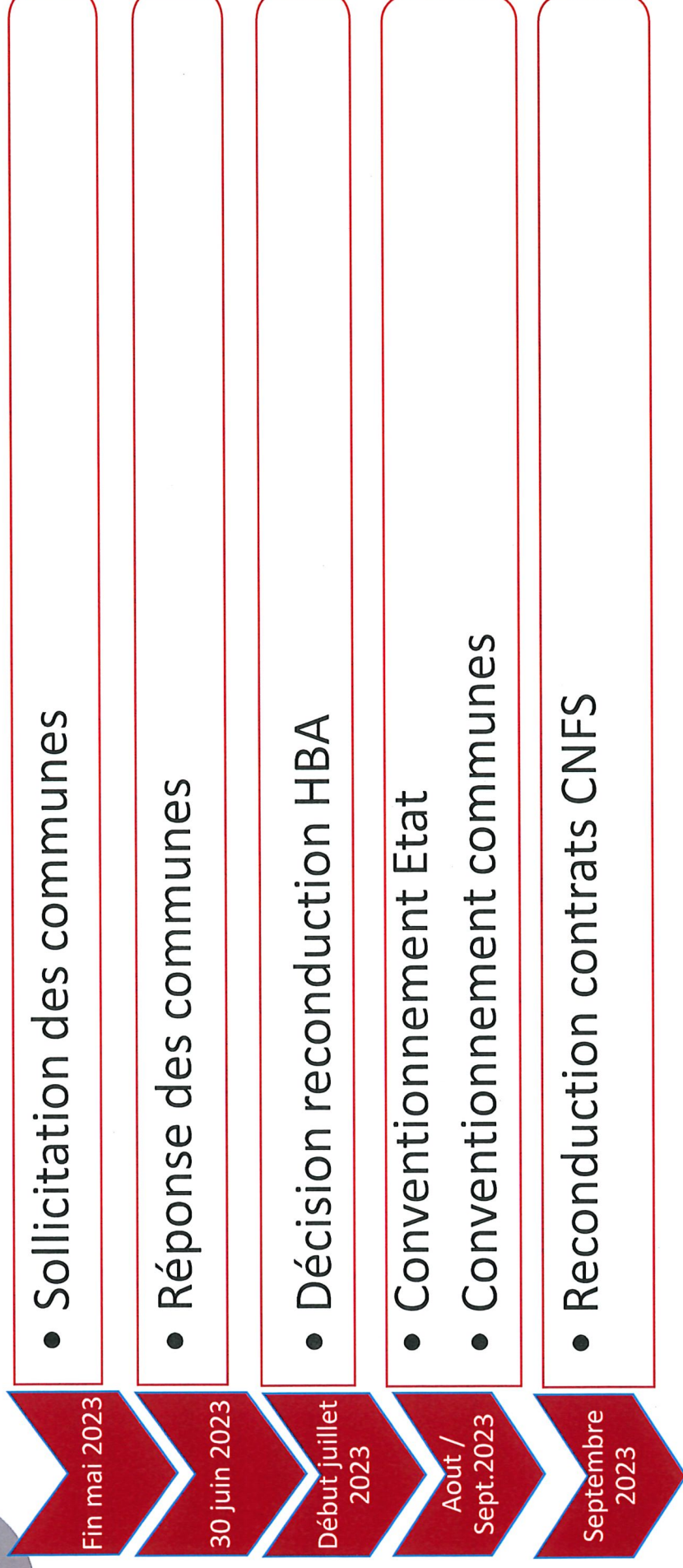
Commune	Population	2023	4 conseillers		2026
			2024	2025	
Oyonnax	22 808	8 683 €	9 900 €	9 900 €	9 900 €
Plateau d'Hauteville	5 033	1 916 €	2 265 €	2 265 €	2 265 €
Bellignat	3 865	1 471 €	1 739 €	1 739 €	1 739 €
Nantua	3 544	1 349 €	1 595 €	1 595 €	1 595 €
Montréal-la-Cluse	3 490	1 329 €	1 571 €	1 571 €	1 571 €
Arbent	3 449	1 313 €	1 552 €	1 552 €	1 552 €
Izernore	2 316	882 €	1 042 €	1 042 €	1 042 €
Dortan	1 900	723 €	855 €	855 €	855 €
Martignat	1 711	651 €	770 €	770 €	770 €
Groissiat	1 286	490 €	579 €	579 €	579 €
Béard-Géovreissiat	1 092	416 €	491 €	491 €	491 €
Saint-Martin-du-Fresne	1 069	407 €	481 €	481 €	481 €
Nurieux-Volognat	1 050	400 €	473 €	473 €	473 €
Géovreisset	898	342 €	404 €	404 €	404 €
Port	863	329 €	388 €	388 €	388 €

			3 conseillers		
			4 conseillers		
Commune	Population	2023	2024	2025	2026
Echallon	770	250 €	350 €	350 €	350 €
Le Poizat-Lalleyriat	744				
Vieu-d'Izenave	730				
Samognat	677				
Maillat	662				
Champdor-Corcelles	657				
Les Neyrolles	657				
Matafelon-Granges	649				
Brion	538				
Brénod	521				
Condamine	450				
Apremont	384				
Aranc	333				
Belleydoux	320				
Sonthonnax-la-Montagne	313				

		3 conseillers		
Commune	Population	2023	4 conseillers	
		2024	2025	2026
Charix	291	150 €	250 €	250 €
Lantenay	283			
Ceignes	267			
Outriaz	265			
Izenave	161			
Leyssard	161			
Chevillard	158			
Peyriat	156			
Evosges	148			
Corlier	117	26 250 €	32 355	32 355
Bolozon	92			
Prémillieu	44			
TOTAL	64 922	26 250 €	32 355	32 355



Méthodologie / circuit de décision



CONVENTION PARTENARIALE ENTRE LES COMMUNES ET LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION, POUR LE DEPLOIEMENT DES CONSEILLERS NUMERIQUES FRANCE- SERVICES

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

Vu la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 juillet 1983 précitée,

Vu la conférence des maires qui a eu lieu le 25 mai 2023,

Considérant la nécessité de coordonner un projet à l'échelle du territoire de l'agglomération et d'en assurer la mise en œuvre dans une approche partenariale avec les communes volontaires,

Entre les soussignés :

HAUT BUGEY AGGLOMERATION représentée par son Président, M. Michel MOURLEVAT, dûment habilité par délibération n° 2022112 du 6 octobre 2022, ci-après dénommé « HAUT-BUGEY AGGLOMERATION »,

D'une part,

Et :

La commune de représentée par son Maire, dûment habilité par délibération n° du, ci-après dénommé "la commune",

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QU'IL SUI

PREAMBULE

Haut-Bugey Agglomération poursuit son engagement dans la transformation numérique de son territoire en renouvelant la convention du dispositif des Conseillers Numériques. Cette initiative vise à accompagner les administrés dans leur appropriation du numérique au sein de leur communes grâce aux conseillers numériques.

Depuis sa mise en place initiale, le dispositif des Conseillers Numériques a rencontré un vif succès sur l'ensemble du territoire de Haut-Bugey Agglomération. Grâce à l'expertise et à l'engagement de ces conseillers, les habitants ont pu bénéficier d'un accompagnement personnalisé, développer des compétences digitales essentielles et accéder à l'autonomie numérique.

La convention de renouvellement, prévoit une consolidation des actions entreprises et l'intégration de nouvelles initiatives pour répondre aux défis numériques émergents durant les 3 années à venir.

Un dialogue permanent avec l'ensemble des partenaires impliqués dans cette démarche sera instauré afin de recueillir leurs retours et leurs suggestions, garantissant ainsi l'efficacité et la pertinence des actions. Une coopération étroite avec les acteurs du territoire, tels que les collectivités locales, les entreprises, les associations, et les citoyens, permettra de maximiser l'impact du dispositif.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les modalités administratives, financières et techniques encadrant le renouvellement du dispositif des Conseillers Numériques sur le territoire de HBA avec les communes partenaires.

ARTICLE 2 : DUREE

La convention de partenariat est prévue pour une durée de 3 ans, soit pour les années civiles 2024-2025 et 2026. Elle n'est pas reconductible.

ARTICLE 3 : PILOTAGE ET COORDINATION DU PROGRAMME

Haut-Bugey Agglomération assure le pilotage et la coordination globale du programme sur le territoire et assume entre autres les fonctions suivantes :

- Engagement des dépenses et perception des recettes,
- Acquisition des matériels dévolus à l'activité,
- Recrutement, encadrement et gestion de la carrière des agents affectés au programme,
- Animation du comité de pilotage et relation avec les partenaires,
- Définition des modalités de déploiement des conseillers numériques,
- Elaboration et diffusion du plan de communication,
- Création des contenus pédagogiques, accueil des publics, animations des séances de formation,
- Démarches, contrats et conventions inhérentes à l'appel à manifestation d'intérêt et participation aux réunions de coordination.

Sans que cette liste soit strictement exhaustive, la présente convention confère l'intégralité de la gestion du programme.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Le financement du dispositif pour les trois prochaines années s'établit comme suit :

L'Etat financera 17 500€ par conseiller numérique la 1^{ère} année, puis 12 500€ les 2 années suivantes, à cela se rajoute une bonification de 2 500€ par agent et par an en cas de quartier politique de la ville ou zone de revitalisation rurale.

La proposition de fonctionnement est la suivante :

4 conseillers sur 2024 et 2025 puis 3 conseillers en 2026

- 2024 : coût 140 000 €- Etat 80 000€ HBA : 27 645€ communes 32 355€
- 2025 : coût 140 000 €- Etat 60 000€ HBA : 47 645€ -communes 32 355€
- 2026 : coût 108 000 €- Etat 45 000€ HBA : 30 645 € - communes 32 355€

Ainsi le montant par communes est défini comme suit :

- Communes dont le nombre d'habitants (dernier recensement Insee) est inférieur à 300 : 250 €,
- Communes comprenant entre 301 et 800 habitants : 350 €,
- Communes de plus de 801 habitants : répartition du reste à financer au prorata du nombre d'habitants.

Pour la Commune, le montant de la participation est fixé à € par an.

Un bilan financier en fin d'exercice comptable peut être sollicité auprès de HBA, sur simple demande de la Commune.

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DE HAUT-BUGEY AGGLOMERATION

En contrepartie de la participation de la Commune, Haut-Bugey Agglomération s'engage à :

- Faire mention sur les supports de communication de la participation de la commune,
- Accueillir les résidents de la Commune sur l'ensemble des formations prévues,
- Pour les communes disposant d'un Centre Social ou d'une Maison France Services et les communes limitrophes : assurer les cours principalement dans ces établissements,
- Pour les autres communes : au minimum une formation annuelle sur leur commune ou une commune limitrophe.

ARTICLE 6 : ENGAGEMENT DE LA COMMUNE

La Commune s'engage quant à elle :

- A relayer sur l'ensemble de ses supports de communication au public, les actions de formation,
- Faire mention sur toute communication de la participation de Haut-Bugey Agglomération,
- A prêter le matériel informatique dont elle disposerait,
- A mettre gracieusement à disposition d, dans la mesure du possible, une salle comprenant tables et chaises, d'une capacité de 8 personnes minimum et dotée d'une connexion internet.

ARTICLE 7 : VERSEMENT DE LA PARTICIPATION

HAUT-BUGEY AGGLOMERATION émettra un titre de recettes auprès de la Commune, du montant visé à l'article 4, pour un paiement unique, au plus tard avant le 31 août de l'année en cours.

ARTICLE 8 : AVENANTS

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant, avec accord préalable des parties.

ARTICLE 9 : DENONCIATION

La convention peut être résiliée de façon unilatérale par les parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, au plus tard 3 mois avant la fin de l'année 2026. Toute année engagée est due.

ARTICLE 10 : LITIGES

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue par l'article L. 211-4 du Code de justice administrative.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant la juridiction compétente.

Fait à, le, en 2 exemplaires.

Pour Haut-Bugey Agglomération,

Pour la Commune,

Le Président,

Le Maire,

Michel MOURLEVAT

Nom, prénom(s)